

Diocèse de Bourges
Association Foi et Culture et Observatoire Economique et Social Diocésain
Dialogues pour une terre habitable
Conférence inaugurale de **Jérôme Vignon** , 12 octobre 2007

Quel monde pour demain ? Enjeux et contraintes

Présentation :

Cette conférence fait suite aux *Assises Chrétiennes de la Mondialisation* (2002-2006) dont les résultats s'inscrivent dans un *livre blanc* actuellement disponible (Bayard Éditions, 19,80 €) sous le titre : *Dialogues pour une terre habitable*. La démarche, présidée par Jérôme Vignon, fut celle d'une quarantaine d'associations et mouvements des grandes confessions chrétiennes. Elle veut nous aider à opérer un discernement chrétien du processus de mondialisation, dans l'espérance d'habiter le monde d'une nouvelle manière. Du 16 au 18 novembre 2007 se déroulera à Paris la *Semaine Sociale* sous le même titre que notre conférence : *Quel monde pour demain ? Enjeux et contraintes*.

Conférence :

La mondialisation est encore un sujet qui fâche : migrations, O.G.M., énergie et gaz, etc. Elle constitue un moteur semblant échapper à la force publique dont nous attendons pourtant beaucoup pour conserver un visage humain à la société. Le caractère non maîtrisé et imprévu des changements nous désarçonne : y a-t-il un pilote dans l'avion ? Voir le film d'Al Gore (aujourd'hui prix Nobel de la Paix 2007) sur l'écologie : *Cette Vérité qui dérange*. L'inquiétude française s'est manifestée par le *non* à l'Europe. Le *Livre Blanc* dont on vient de parler est l'œuvre de mouvements divers qui se sont rassemblés en qualité de chrétiens pour entendre le point de vue des autres et avoir le courage de faire quelque chose ensemble.

I - Spécificités du processus actuel de la mondialisation

Le conférencier revient d'abord sur ce qu'est la mondialisation, ce qu'elle a de nouveau par rapport à d'autres mutations déjà opérées dans le passé, avec un diagnostic sur ses richesses et ses défaillances. Il y a eu d'autres mondialisations. Braudel a signalé des mouvements périodiques de rétrécissement et d'expansion, comme la découverte d'un autre continent et ses effets au XVI^{ème} siècle, ou bien la colonisation dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, qui entraîna une véritable économie mondiale et des flux de migration qui n'étaient pas inférieurs proportionnellement à ceux d'aujourd'hui. Qu'y a-t-il alors de nouveau dans la mondialisation actuelle ? Quatre aspects :

1. La mondialisation est tirée par des entreprises qui se servent de l'espace mondial, genre Véolia ou Airbus. On parle de globalisation, d'acteurs globaux.
2. Le processus est universel, ce qui est différent de la colonisation, imposée par certains à d'autres. A notre époque, tous les Etats, sinon les populations, sont demandeurs de la mondialisation, espérée comme source de richesses : la Chine même a adhéré à l'OMC en 2002 et la Russie de Poutine en 2004.
3. La mondialisation se propage sur l'espace naturel et biologique avec une rapidité jusqu'ici inconnue. En un an, l'énergie dépensée correspond à dix siècles d'autrefois (rapport 1/1000). Par exemple, quelque part, l'éclosion des chenilles se fait en avance (effet du réchauffement dû à l'homme) sur l'arrivée des oiseaux qui en sont les prédateurs, causant de gros dégâts dans le pays concerné.

4. Et surtout les interdépendances sont globales, intenses, et non maîtrisées. Ainsi dans le domaine des ressources naturelles communes, le global (énergétique, océanique et climatique) a des effets en chaîne sur tous: la consommation énergétique entraîne des changements climatiques, dont certains produisent de la désertification (Sahel) qui génère des migrations massives et par suite des problèmes d'intégration dont nous sommes en partie responsables du fait de notre consommation énergétique. Les règles nationales ne suffisent pas à réguler la mondialisation. Il y a par exemple un lien direct entre la guerre et le marché du diamant ou celui de la drogue (qui constituent des dérèglements). La question du coton est tragique pour certains pays africains qui sont pourtant compétitifs en ce domaine, parce que les USA ont refusé de réduire leurs subventions à leurs propres producteurs (échec de l'accord de Doat et défaillance de l'OMC). Tout se passe comme si les progrès des entreprises n'étaient pas accompagnés des règles de respect de l'homme et de correction des inégalités, règles qui existent chez nous et auxquelles la Doctrine Sociale de l'Eglise n'a pas peu prêté la main.

II - Que devrait être un bon système ?

Le capitalisme de marché devrait être accompagné de règles à la hauteur, d'« une gouvernance mondiale humaine » (*Livre Blanc*). Le terme anglais *governance* est ici préféré au mot *gouvernement* qui désigne une réalité fort lointaine, en ce qui concerne l'Europe. Il faut un pilotage responsable pour réguler, ordonner, des autorités qui rendent des comptes.

De quoi disposons-nous aujourd'hui ? du FMI, de la Banque Mondiale, de l'OMC, d'une part, organismes nés des accords de BretonWood en 1944 et qui ne sont pas à jour, et d'autre part des structures onusiennes, comme l'UNESCO, institutions nombreuses mais peu contraignantes. Il s'agit d'un système hétéroclite à réformer. Que lui reproche-t-on ? (On ne peut pas être complètement chrétien si on ne fait pas un minimum d'investigations...)

1. Un bon système devrait être universel, or l'Organisation Mondiale du Commerce n'a pas en face d'elle une Organisation Mondiale sur l'Environnement.
2. Les droits et règles définis mondialement devraient être respectés, par exemple la gestion des déchets. Le dégazage sauvage est interdit mais il n'y a pas assez de surveillance en mer, c'est coûteux. La catastrophe d'Abidjan vient d'un dépôt totalement illégal dont les responsabilités sont embrouillées.
3. Ce système devrait être intégré et cohérent alors que chaque grande organisation actuelle fonctionne sans convergence avec les autres institutions. (Mais cela rendrait le système plus puissant que les Etats...)

C'est à propos de la gouvernance de la mondialisation que Jérôme Vignon introduit sa réflexion et ses convictions sur l'Europe. Malgré ses lourdeurs bureaucratiques et son incomplétude actuelle, malgré le *non* français, elle représente une expérience unique, un espoir et un atout formidables, une chance planétaire de progresser vers un monde plus humain.

Pour deux raisons :

1. C'est un bon système : ses 27 pays, très inégaux en richesses, ont des règles, qui sont appliquées, avec des sanctions. Il y a des systèmes de synthèse. La souveraineté est partagée (un plus puissant n'écrase pas un plus faible). L'Europe dispose en fait d'une base éthique. Les évêques ont brillamment expliqué que la raison en est *la liberté de l'adhésion, l'orientation vers la paix, la solidarité entre les nations* (c'est-à-dire l'abstention par les puissants d'user de leur puissance et l'abstention par les plus faibles de leur droit de veto).
2. L'Europe est déjà acteur de régulation dans le monde. Le président Poutine, par exemple, voulait faire entrer la Russie dans l'OMC ; Lamy et les Européens ont alors exigé qu'il signe les accords de Kyoto qui ne pouvaient entrer en vigueur qu'avec cinquante signataires ; or la

Russie fut justement ce 50^{ème} signataire. Il y a *multilatéralisme* quand des règles mondiales sont décidées par tous, appliquées et universalisées, contrairement à l'*unilatéralisme* où un pays impose une règle aux autres.

III – Les résistance à l'accueil d'une gouvernance positive de la mondialisation

Pourquoi, munis de l'exemple européen et sachant ce qu'on veut, ne le fait-on pas ? Effectivement, le multilatéralisme progresse très lentement. Si le round Doat II pour le développement est signé, ce sera un grand progrès. L'accord de Kyoto est exemplaire : datant de 1987, il n'est appliqué que depuis 2005.

La contrepartie de la liberté, c'est la transparence : ce n'est pas ce qu'on voit dans les grandes affaires financières actuelles ; un encadrement mondial est nécessaire. Or les très grandes sociétés n'ont rien à gagner si elles sont soumises à des règles environnementales.

En Inde, au Mexique, en Chine... n'existent pas nos règles de la concurrence. Or, s'il y a un marché mondial, il faudrait des autorités de la concurrence internationales. Les marchés financiers eux-mêmes sont un frein pour les entreprises qui voudraient plus de règles, car leurs propres actionnaires s'y opposent.

On ne peut donc attendre d'humanisation que des gouvernements eux-mêmes. Pour Marcel Gauchet, on devra soit renoncer à la mondialisation dans sa forme actuelle, soit développer des règles multilatérales.

Pourquoi les Etats n'agissent-ils pas ?

◆ Ils craignent de voir les instances de régulation plus puissantes qu'eux. Et voulons-nous vraiment que l'Europe soit capable de lancer ce mouvement ? (Pour Jérôme Vignon, l'Europe est l'outil *ad hoc*.)

◆ Les décisions prises à l'échelon supranational ont des répercussions inégales au plan national : supprimer la PAC, c'est facile à dire. Idem pour demander aux Bretons de réduire leur utilisation d'engrais. Mais qui va payer ? les sacrifices demandés introduiront de l'inégalité, à corriger par de l'ingénierie et sur le long terme.

IV – Face à la mondialisation, que pèse la présence chrétienne dans le monde d'aujourd'hui ?

Face à cette difficulté du politique (pourtant indispensable), que pensent les chrétiens ? Ne parlons pas de contribution des chrétiens au débat, mais de *dynamisme* chrétien. La question est difficile et J. Vignon y répond selon deux perspectives.

1. On regarde les Eglises chrétiennes comme des corps vivants (images d'un Corps beaucoup plus glorieux). Nous avons besoin de cette notion de corps. On ne manque pas de liste de droits fondamentaux : droits de l'homme ; droit du travail ; droits des femmes, des enfants... Ce qui manque pour les soutenir, c'est leur transposition dans des versions respectant chaque culture. L'unité est compatible avec la singularité, c'est ce qu'apportent les Eglises. Selon le principe de *proportionnalité*, on ne peut pas, même au nom d'une bonne intention, appliquer des règles qui produiraient des catastrophes à tel ou tel endroit. Ce principe vient de la doctrine de l'Eglise.
2. On part du croyant. La rencontre spirituelle avec Dieu lui donne courage pour faire le premier pas : la mondialisation en a besoin. Il est possible pour un homme, une femme, d'aller de l'avant et d'en entraîner d'autres derrière lui, grâce à la force qu'il puise dans sa vie spirituelle. Chacun peut faire une « démarche anticipatrice » : je le fais parce que cela montre qu'on peut le faire, et je montre un chemin. Non pas parce que j'y suis obligé. C'est la foi dans

la résurrection. Chacun peut veiller en refusant le conformisme qu'imposent les médias. Il faut des pionniers, sur lesquels la loi pourra ensuite s'appuyer. Les Chambres de Commerce, par exemple, ont créé un réseau mondial rendant possibles des échanges honnêtes, précurseurs d'une loi générale. Chacun de nous peut être le « ferment dans la pâte » en adoptant une attitude qu'ensuite on pourra généraliser : les économies d'eau, l'attention aux dépenses...

Réponses du conférencier à des questions :

A propos du préambule de la Constitution européenne, qui ne mentionne pas les racines chrétiennes de l'Europe : est-il possible d'entrer dans un débat avec d'autres cultures en faisant abstraction de la sienne propre ? Le conférencier pense que si on laisse au vestiaire ce qui fait le sens de sa vie, on ne pourra parler en profondeur. On ne s'occupera que de l'utile, non du fondamental. Mon identité chrétienne n'empêche pas qu'un Turc me dise pourquoi, en profondeur, il est musulman. Et dire mon identité chrétienne n'implique pas que celle-ci soit supérieure à une autre. Voir l'ouvrage de Jean-Marc Ferry- *Le Nouvel Etat européen*.

Immigration / intégration : Le changement des règles tous les deux ans crée d'énormes difficultés en ces domaines, comme dans ceux de l'agriculture ou de l'industrie...

La tradition française, c'est l'intégration, l'acquisition de la nationalité : il est normal qu'il y ait des règles contractuelles. Vignon pense que c'est vrai aussi pour tout jeune Français, qui devrait donner quelque chose à son pays au cours d'un service obligatoire.

Personne ne peut se mettre à l'abri de la modernité (TV, Internet, téléphone portable, etc.), même pas la Chine. La mondialisation apporte plus de liberté, c'est le grand défi actuel du communisme chinois. La Chine pourra-t-elle rattraper les USA sans liberté ? La mondialisation part de l'Occident mais tous les Etats la demandent (pas forcément toutes les personnes). Or il existe ce dilemme pour tous que la liberté ne vise pas à faire n'importe quoi mais à se donner aux autres. Henri Madelin pense que l'Europe est un espoir pour le monde si elle surmonte ce dilemme de la liberté. « J'ai bon espoir là-dessus, car je fais confiance aux chrétiens » conclut Jérôme Vignon.

Le Grenelle de l'environnement, c'est bien. Des associations, des syndicats ont tout de suite mis sur la table leurs propositions et il y aura une synthèse à la fin d'octobre 2007. Mais que fera le Gouvernement ? C'est l'inconnue. Il faut que la société civile, dont les chrétiens, donne courage au Gouvernement, aux politiques. Voir l'ouvrage de Paul Valadier - *Détresse du Politique, Force du Religieux*, Le Seuil, 2007

D'après les notes manuscrites de Jacqueline Avrin,
javrin@free.fr